



Réponse de Odigo à la consultation Publique ARCEP

« Modalités d'application de la conservation des numéros fixes,
mobiles et de services à valeur ajoutée »

Juillet 2022

Sommaire

1_	Rappel du contexte	3
2_	Préambule.....	4
3_	Réponse à la consultation publique Arcep.....	5

1- Rappel du contexte

L'ARCEP émet une nouvelle consultation publique afin de tenir compte des réponses apportées par les acteurs du marché concernés par la future décision sur le projet de modification des modalités d'application relatives à la conservation des numéros.

Ce principe de conservation des numéros donne la possibilité à l'abonné qui en fait la demande de conserver son numéro de téléphone fixe ou mobile lorsqu'il change d'opérateur.

Les principales modifications apportées relative aux modalités d'application de la conservation des numéros fixes, mobiles et SVA répondent aux trois objectifs suivants :

- simplifier, clarifier et améliorer les processus existants ;
- fluidifier la conservation des numéros sur les marchés entreprises et résidentiels ;
- améliorer la gestion des ressources en numérotation attribuées par l'Arcep.

2-Préambule

Odigo souhaite faire part à l'ARCEP de son inquiétude quant au cumul d'évolutions réglementaires majeures.

Au vu de la décision à venir sur les modalités d'application de la conservation, Odigo est actuellement pleinement mobilisée sur la mise en œuvre du mécanisme d'authentification des numéros (MAN) issu de la loi « Naegelen ».

Or, il ne paraît pas raisonnable à Odigo, de mener en parallèle deux projets aussi structurants et impactant que sont le MAN et l'évolution de la conservation des numéros, à la fois en raison de la non-disponibilité des effectifs propres et des coûts à supporter pour sa mise en œuvre.

[SDA]

Par conséquent Odigo demande à l'ARCEP de minimiser les évolutions en 2022 et 2023, afin de permettre à Odigo de concentrer toutes ses forces sur le projet MAN pendant cette période.

3-Réponse à la consultation publique Arcep

Question 1. Avez-vous des remarques concernant les différentes étapes de généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises et d'homogénéisation des processus de traitement des demandes de conservation des numéros ?

Au regard des différentes étapes de la généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros fixes sur le marché entreprises, Odigo est en désaccord sur la mise en place du délai de confirmation d'éligibilité et de l'éventuelle date convenue de la conservation des numéros fixes entreprises au même titre que le grand public le jour ouvrable suivant dans 80 % des cas et au plus tard dans un délai de deux jours ouvrables.

Un délai aussi court ne paraît pas justifié pour des opérations de conservation des numéros entreprises qui se planifient longtemps à l'avance. Mais surtout, il risque de dégrader la fluidité des conservations de numéros en entraînant de multiples reports et ou annulations.

Odigo demande à l'ARCEP le maintien du délai actuel de 6 jours ouvrables.

En complément, Odigo a noté la suppression de l'exclusion des numéros courts du projet de décision.

Odigo est favorable à ce que la conservation d'un numéro court soit réalisée au même titre que les numéros longs dans un mode direct avec l'APNF via l'outil MOP.

Ce fonctionnement permettrait de revoir le modèle actuel de transfert d'attribution qui s'accompagne généralement d'un changement de collecteur qui fait l'objet d'une facturation de la part de certains opérateurs.

Or, Odigo a toujours dénoncé la facturation de coûts conséquents et parfois disproportionnés à tel point que des projets de changement d'opérateur ont été abandonnés par certains clients.

En revanche, il conviendra de mener préalablement une étude sur les nouvelles modalités de la conservation des numéros courts. En fonction des résultats de cette étude, un délai plus ou moins long sera nécessaire pour pouvoir implémenter les nouvelles modalités.

Durant cette période, Odigo souhaite qu'en cas de changement d'opérateur et conservation de numéro court, l'ARCEP ne permette pas aux opérateurs de facturer d'autres coûts que ceux facturés dans le cadre de la conservation d'un numéro long.

Question 2. Avez-vous des remarques concernant les différentes étapes de généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros spéciaux ?

S'agissant de la généralisation de l'utilisation du RIO pour les numéros spéciaux, Odigo demande à l'ARCEP l'application de cette disposition à la même date que les numéros fixes pour le marché entreprise.

[SDA]

En complément Odigo est défavorable à communiquer le numéro noir associé au numéro spécial. En effet, ce numéro n'est pas systématiquement affecté par l'opérateur SVA et peut donc être exploité par un autre opérateur. Par ailleurs, plusieurs numéros noirs peuvent être associés à un seul numéro SVA dans le cadre de règles de routage parfois complexes.

Odigo demande le maintien du fonctionnement actuel.

Question 3. Avez-vous des remarques sur l'utilisation obligatoire d'un serveur vocal interactif accessible depuis le 3179 pour les utilisateurs mobiles de la zone Antilles-Guyane ?

Odigo n'a pas de remarque sur l'utilisation obligatoire d'un serveur vocal interactif accessible depuis le 3179 pour les utilisateurs mobiles de la zone Antilles-Guyane.

Question 4. Avez-vous des remarques sur les modalités envisagées pour porter un numéro fixe du marché entreprises pour exploitation sur le marché grand public ?

Odigo n'a pas de remarque spécifique.

Question 5. Avez-vous des remarques concernant l'obligation de fournir une qualité de service accrue pour les numéros mobiles sur le marché entreprises ?

Odigo n'a pas de commentaire sur l'obligation de fournir une qualité de service accrue pour les numéros mobiles sur le marché entreprise.

Question 6. Avez-vous des remarques concernant les modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière proposées ?

Odigo est favorable aux modalités d'application des options d'annulation, de report et de retour arrière proposées par l'ARCEP.

Question 7. Avez-vous des remarques concernant les évolutions relatives à la réactivation d'une ligne lors de la période de quarantaine ?

Odigo n'a pas de contre-indication à la proposition de l'ARCEP sur la réactivation d'une ligne mis en quarantaine à la demande du client pour le marché entreprise.

Question 8. Avez-vous des remarques concernant les obligations relatives à la gestion des abus de portage ?

Odigo n'a pas de commentaire spécifique sur les obligations relatives à la gestion des abus de portage.

Néanmoins, cette obligation aurait besoin d'être accompagnée d'informations supplémentaires sur les modalités d'application que ce soit la fréquence d'envoi, ou bien le format du rapport en cohérence avec les opérateurs du marché télécom.

Par ailleurs, Odigo demande à l'ARCEP un report de cette obligation afin de permettre aux opérateurs de se coordonner au préalable.

Question 9. Avez-vous des remarques concernant les mécanismes relatifs à la sécurisation de la récupération du RIO ?

Odigo n'a pas de commentaire sur la sécurisation de la récupération du RIO.

Question 10. Avez-vous des remarques concernant les dispositions relatives à l'utilisation des préfixes de routage définis au préalable par l'opérateur final ?

Odigo est favorable à la généralisation du mode de routage « direct » des numéros portés via le MOP, afin de mettre fin aux échanges par courriel.

Question 11. Avez-vous des remarques concernant les obligations imposées aux opérateurs relatives à la synchronisation de leurs données avec celles des entités communes ?

Odigo n'a pas de remarque spécifique sur les obligations imposées aux opérateurs liés à la synchronisation des données communes.

Odigo n'a pas de remarque par rapport au délai maximal imposé des 12h pour le routage direct des appels et des messages.

Question 12. Avez-vous des remarques concernant la réduction du nombre d'acteurs dans les échanges inter-opérateurs ?

Odigo est favorable à la réduction du nombre d'acteurs dans les échanges interopérateurs. Néanmoins, Odigo tient à spécifier que le retrait de l'opérateur attributaire à la date de la réalisation de la conservation pourrait apporter des problématiques techniques de routage du numéro, ainsi que lors des annonces de restitution.

Question 13. Avez-vous des remarques concernant les obligations d'accès et de non-discrimination proposées ?

Odigo n'a pas de remarque sur les obligations d'accès et de non-discriminations entre opérateurs. Cependant Odigo tient à préciser qu'à l'heure actuelle tous les opérateurs fixes et spéciaux ne sont pas connectés au MOP pour les demandes de conservation. Il serait nécessaire que tous les opérateurs se connectent à cet outil interopérateur permettant de fluidifier les demandes et limiter les échanges mails.

Odigo demande que l'ARCEP rende obligatoires les outils mutualisés utilisés dans le cadre de conservation des numéros.